



OIKOS  
BLOGUE.COOP

un blogue collectif:

[www.oikosblogue.coop](http://www.oikosblogue.coop)

Dans l'esprit des innovations rendues possibles par le mouvement du logiciel libre et le web 2.0 (qui permet une participation des utilisateurs) le **blogue collectif Oïkos** vise à développer une communauté d'intérêt virtuelle autour des divers enjeux reliés au développement durable, avec un objectif de refonder une nouvelle culture du modèle québécois. La réalisation de cet objectif passe par la canalisation de l'information disponible sur la toile par le biais des employés de la coopérative et d'un réseau de collaborateurs provenant des mouvements sociaux.

Inscrivez-vous à la liste d'envoi pour recevoir notre bulletin hebdomadaire et être informé des nouveautés du blogue.

REVUE **vie**  
ÉCONOMIQUE

revue virtuelle trimestrielle:

[www.eve.coop](http://www.eve.coop)

Lieu de débat et de réflexion sur les enjeux économiques dans toutes leurs dimensions, la **Revue vie économique** se veut une revue non académique qui s'adresse autant aux réseaux des disciplines universitaires reliées d'une manière ou d'une autre à la vie économique, qu'aux dirigeants, chercheurs, employés et militants des réseaux syndical, associatif, communautaire et environnemental.

Chaque numéro de la revue contiendra un dossier de plusieurs articles permettant de faire le tour d'un thème important ainsi que des articles hors thèmes.

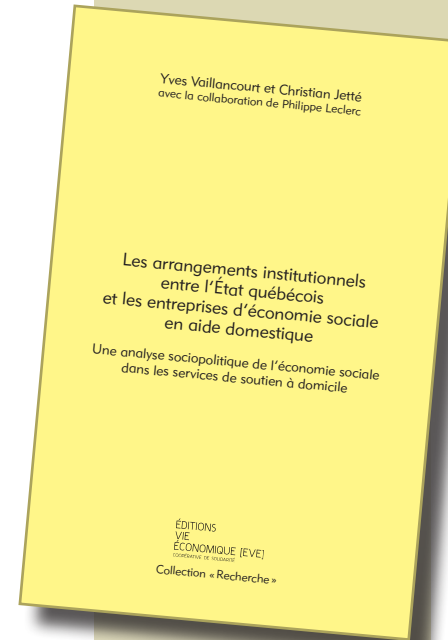
## LES ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ENTRE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS ET LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE EN AIDE DOMESTIQUE

Yves Vaillancourt et  
Christian Jetté

2009

Collection «Recherche»

978-2-9811342-1-9



**17.14\$** + TPS

Les services de soutien à domicile (SAD) existent depuis des dizaines d'années au Québec. Pendant longtemps, les initiatives dans ce domaine relevaient de la société civile, des organisations caritatives, des familles et des proches aidants. C'est en 1979 que le Québec se dote d'une première politique publique intégrée. Au cours des 30 années qui suivirent, cette politique fut appliquée tant bien que mal et restructurée à diverses reprises, mais n'a jamais été à la hauteur des promesses répétées.

ÉDITIONS  
VIE  
ÉCONOMIQUE  
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ



Les services de soutien à domicile (SAD) existent depuis des dizaines d'années au Québec. Pendant longtemps, les initiatives dans ce domaine relevaient de la société civile, des organisations caritatives, des familles et des proches aidants. C'est en 1979 que le Québec se dote d'une première politique publique intégrée. Au cours des 30 années qui suivirent, cette politique fut appliquée tant bien que mal et restructurée à diverses reprises, mais n'a jamais été à la hauteur des promesses répétées. Le secteur public demeure le maître d'œuvre de la planification et de la mise en œuvre; les CLSC et les CSSS conservent un rôle central; les organismes communautaires et bénévoles assument toujours des rôles importants. Mais d'autres acteurs se sont ajoutés, en provenance du privé à but lucratif et de l'économie sociale. Ce livre rend compte des recherches les plus récentes sur l'évolution des rapports entre l'État québécois et les acteurs de l'économie sociale, définie de façon large. Il s'intéresse plus spécifiquement à l'évolution des politiques publiques de l'État québécois concernant les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) avec l'objectif de réaliser une analyse sociopolitique des enjeux concernant la construction et l'évolution des arrangements institutionnels qui les encadrent. Constatant la grande capacité de résilience des EESAD, les auteurs identifient néanmoins quelques conditions pour améliorer les arrangements institutionnels dans les années à venir. Mais encore faut-il, selon les auteurs, que les EESAD effectuent une reprise en main de leur rôle comme acteur social au sein d'un processus de coconstruction, sinon elles risquent de continuer à interagir sur la base d'une simple relation de coproduction avec l'État.

**Nos livres sont disponibles sur la boutique en ligne de [www.eve.coop](http://www.eve.coop) et à la Librairie Zone Libre, 262 Ste-Catherine est, Montréal.**

## L'AUTEUR

*Yves Vaillancourt est professeur associé à l'École de travail social de l'UQAM. Il est membre du CRISES, du LAREPPS, de l'ARUC-ÉS, du RQRP-ÉS et de l'ARUC-ISDC*

*Christian Jetté est professeur à l'École de service social de l'Université de Montréal. Il est codirecteur du LAREPPS, membre du CRISES, de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS*

## SOMMAIRE

- **Paramètres théoriques et méthodologiques**  
L'objet d'étude et les questions de recherche  
Le cadre théorique  
La méthodologie
- **Retour sur le « consensus de 1996 » et le PEFSAD**  
Le « Consensus de 1996 » revisité  
La mise en place du PEFSAD à partir de 1997
- **Principaux éléments de contexte**  
La réforme Couillard de 2003 à 2008  
Le rapport Ménard en 2005  
La nouvelle politique de SAD de 2003 et les « précisions » de 2004  
La persistance du sous-financement des services de SAD  
L'évolution de l'enveloppe budgétaire du SAD  
La stagnation de la croissance des EESAD de 2003 à 2007  
L'augmentation des primes de la CSST  
L'instabilité et la fragmentation du réseautage des EESAD
  - L'évolution des réseaux d'EESAD de 2004 à 2009
  - Le projet d'États généraux de 2005La syndicalisation des EESAD
  - Le point de vue des DG d'EESAD sur la syndicalisation
  - Le point de vue d'autres personnes interviewées sur la syndicalisation
  - La synthèse des points de vue sur la syndicalisation
- **Constats concernant l'évolution des arrangements institutionnels de 2003 à 2008**  
L'élargissement du panier de services des EESAD en 2004  
Les modifications du PEFSAD de 2006
  - Le processus de préparation des modifications
  - Le contenu des modifications
  - L'analyse des modificationsL'ajout des services de répit gardiennage dans le panier de services
- **Diagnostic: des arrangements institutionnels inadéquats et insatisfaisants**  
La grande oubliée : l'indexation du PEFSAD  
La création d'emplois durables et de qualité : un objectif non atteint
  - Des conditions de travail déficientes
  - L'absence de reconnaissance de la dimension relationnelleLa qualité des services : un objectif suffisamment affirmé?  
La non-substitution d'emploi : un objectif malmené
  - Qu'est-ce qui s'est passé au chapitre de la non-substitution?
  - Discussion de quelques enjeux concernant la non-substitutionLa lutte contre le travail au noir : un objectif presque oublié  
Un déficit à combler sur le plan de la coconstruction
- **Conclusion générale : conditions et défis pour les EESAD**  
Des conditions à surveiller  
Des défis à relever
- **Annexe I : Liste féminisée des 33 entrevues**